

autres délégués ouvriers, aideront à établir l'ordre révolutionnaire nécessaire.

Nous vivons en une étape de transition, en laquelle la force des faits nous a obligé à la collaboration directe dans le Conseil de la Généralité, avec les autres fractions ouvrières. Le déroulement triomphal de la guerre civile est le développement même de la révolution. De la formation des Comités d'ouvriers, de paysans et de combattants, que nous propageons sans arrêt, surgira les représentations directes du nouveau pouvoir prolétarien.

### «LA SOLIDARIDAD OBRERA»

Un nouveau Conseil de la Généralité s'est constitué. La forme de Gouvernement qu'avait jusqu'à maintenant l'organe exécutif de la Généralité s'est transformé en une espèce de Junta ou de Conseil.

Font partie de ce Conseil, les organisations qui sont intervenues de manière effective dans la cruelle bataille que nous soutenons contre les hommes de l'Espagne nègre. Mais la particularité de ce Conseil est la participation des représentants de la C. N. T.

La Généralité s'était maintenue jusqu'à maintenant sur un plan petit-bourgeois avec une certaine prépondérance de la bourgeoisie industrielle. A un certain moment, il fut question de lui faire une injection socialiste. (*La C. N. T. veut parler de la tentative qui fut faite d'un gouvernement Esquerra.* — P. S. U. C. et que les anarcho-syndicalistes jurent échouer).

Mais l'absence de la C. N. T. empêcha que persévère la présence unique des socialistes dans les sphères gouvernementales.

La Revolution a ses exigences. La C. N. T. dans un plenum régional prit la décision d'accepter la responsabilité, dans les circonstances du moment, de participer au pouvoir et décida par la délégation de camarades de la C. N. T. de permettre la constitution d'un Conseil qui serait formé par les représentants des diverses fractions antifascistes.

En Catalogne, il n'était plus possible pour le bien de la révolution et pour l'avenir de la classe ouvrière que persiste la dualité de pouvoirs. Il était nécessaire que, d'une manière simple, l'organisation qui contrôle l'immense majorité de la population travailleuse s'élève au plan même des décisions administratives et exécutives.

La transformation sociale du régime ne permet déjà plus la subsistance d'un gouvernement petit-bourgeois ou d'un conglomerat esquerra-socialiste. Il n'y avait pas d'autre solution de notre part, que d'occuper la place qui nous correspondait par l'importance que nous avions.

Le manifeste émis par le nouveau Conseil de la Généralité se règle sur les nécessités de l'heure présente. Ce n'est pas l'heure de faire une critique méticuleuse. L'ennemi nous assaille et nous sommes obligés d'unir nos forces pour que soit décidé promptement le sort de la révolution.

Nous sommes satisfaits. Nous croyons que le nouveau Conseil mènera à son terme les deux aspects fondamentaux autour desquels gravite la vie de la Catalogne. Le fascisme sera vaincu sur les champs de bataille. Et une nouvelle société se lèvera qui portera les couleurs de la justice et de l'humanité.

Marchons, tous, coude à coude, pour abattre l'ennemi commun.

## Dissolution du Comité Central des Milices Antifascistes

Les camarades qui lisent LA REVOLUTION ESPAGNOLE connaissent le fonctionnement du Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne. Ce Comité fut formé dès les premiers instants de la lutte des ouvriers contre le soulèvement fasciste, pour assurer la liaison entre tous les secteurs ouvriers et antifascistes de Catalogne. Les formes qu'il avait prises, l'animation qui régnait autour de ses services ont été maintes fois décrits. On sait que le Comité Central des Milices était, en fait, le seul pouvoir réel en Catalogne, depuis les événements de 19 juillet. Alors que toutes les tentatives qui avaient été faites de constituer des ministères de la Généralité, suivant les vieux principes de l'équilibre petit-bourgeois — et nous ne citerons que l'essai d'un gouvernement Esquerra-Parti Communiste suivi de celui du gouvernement Casanova — avaient échoué, le Comité Central des Milices, pendant ce temps, n'avait pas cessé de connaître la vie la plus trépidante, réglant sans exception toutes les questions politiques, économiques et militaires à Barcelone et dans l'ensemble de la Catalogne. Tandis que les ministères de la Généralité ne pouvaient pas faire le moindre pas sans en référer à cette autorité supérieure qui était le pouvoir ouvrier, le Comité des Milices, lui, gérait réellement l'Etat catalan. Il organisait à l'aide des syndicats le ravitaillement de Barcelone et des fronts, il levait des corps d'armée, il assurait la police.

Qu'on ne croit pas cependant que ce fut sans difficulté aucune. Les organisations qui composaient ce Comité s'étaient, jusqu'au soulèvement fasciste, regardées comme des ennemies. Les anarchistes et derrière eux la C. N. T. considéraient comme des adversaires les hommes de la U. G. T. qui s'étaient conduits comme de purs réformistes ou bien s'étaient simplement opposés à leur tactique de la «réviculture»; ils méprisaient les hommes du P. O. U. M. comme un petit parti «sans avenir». Les dirigeants de la U. G. T. craignaient la F. A. I. et la considéraient comme une organisation sans foi ni loi, dont on pouvait tout attendre, même le pire. Le P. S. U. C. cataloguait le P. O. U. M. dans les partis de «traîtres contre-révolutionnaires». Mais, si ces préventions et ces appréhensions ne disparurent pas, du moins la nécessité de la lutte commune imposa l'union à toutes les organisations ouvrières. Deux remarques pouvaient, dès le début, être faites: le Comité Central des Milices était le seul à détenir le pouvoir et il s'imposait un programme révolutionnaire. La Catalogne, réservoir d'hommes, chassait le fascisme sur le front d'Aragon et organisait un régime prolétarien

à tendances socialistes à l'arrière. Il faut avouer que la recherche de l'équilibre entre toutes les organisations ouvrières était facilitée en Catalogne par rapport aux autres provinces de l'Espagne: la gauche républicaine (Esquerra) est une formation petite-bourgeoise encadrant même des secteurs ouvriers; les organisations anarcho-syndicalistes sont très fortes; le parti communiste stalinien ne contrôle qu'un secteur déterminé des masses ouvrières; le P. O. U. M. n'est pas une simple opposition «antistalinienne», il est surtout le stade supérieur du développement du Parti que créa, il y a longtemps, le regretté Maurin.

Cette physionomie des partis et des organisations en Catalogne a maintenu, pendant un temps, le pouvoir prolétarien dans les lois d'un équilibre momentané. Nul ne pouvait prétendre à l'hégémonie de la direction révolutionnaire. Mais le rapport des forces qui existait avant le soulèvement fasciste se modifia, bien entendu, dans le tourbillon révolutionnaire. Il se modifia aussi, naturellement, au profit des partis les plus révolutionnaires. Il est impossible d'en indiquer la valeur quantitative; l'action dans la rue, l'activité formelle des organisations cachent les vrais rapports. Cependant des partis comme le P. O. U. M. firent en 2 mois des bonds formidables dans le domaine de l'accroissement de leurs forces. L'Esquerra, par ailleurs, mit peu de résistance à suivre la marche ascendante de la révolution. Et celles des organisations ouvrières qui voulaient freiner la révolution, au nom d'une accélération nécessairement égale de la marche de la révolution dans les différentes régions de l'Espagne, durent bientôt se mettre au pas craignant de perdre leur influence. Les programmes qui furent adoptés par le Comité Central des Milices sont ceux que proposèrent les fractions les plus avancées de la classe ouvrière et le P. O. U. M. joua dans cette élaboration un très grand rôle. Les initiatives que la classe ouvrière prit sur le terrain économique et politique reçurent une consécration légale. De nouvelles directives furent données pour orienter et coordonner les collectivisations, réparant en même temps certaines décisions de la «base» qui étaient préjudiciables aux buts que l'on recherchait.

Pendant tout ce temps où le Comité Central des Milices exerçait le pouvoir, le rôle du gouvernement petit-bourgeois se faisait de jour en jour plus réduit. La dualité de pouvoir se résolvait en définitive au profit du second pouvoir. Soumise aux